

La présidente des CFF est dans le viseur des politiques

TRAIN La démission d'Andreas Meyer ne suffit pas à calmer la grogne. Les critiques pleuvent désormais sur Monika Ribar et son manque de leadership.

FLORENT QUIQUEREZ

florent.quiquerez@lematindimanche.ch

Évoquer Monika Ribar avec les élus, c'est faire ressurgir trois affaires. Celle de la place de parking qu'elle a fait privatiser pour sa Maserati devant la gare de Rüs-chlikon (ZH) alors qu'elle habite à 900 mètres de là. C'est aussi son mandat dans une entreprise controversée pour des investissements en Angola qu'elle avait omis de signaler et que les «Paradise Papers» ont révélé. C'est enfin la lettre qu'elle a envoyée au Conseil fédéral pour demander de ne pas baisser le salaire à plus de 1 million d'Andreas Meyer, en plein débat sur les rémunérations des top managers.

Considérée en 2009 par le «Financial Times» comme l'une des 50 femmes les plus influentes de la planète pour son activité dans différents conseils d'administration, Monika Ribar, 60 ans, polarise, et sa gestion des dernières polémiques liées aux CFF ravive les tensions. Lundi, son rôle était à nouveau évoqué en Commission des transports du National, lors de l'audition d'Andreas Meyer. «Nous parlons régulièrement de son cas entre nous», nous confiait récemment un sénateur.

Un conseil d'administration faible

Ce qu'on lui reproche? Tout d'abord son silence, alors que l'entreprise traverse une zone de turbulences. «Lorsque les options stratégiques sont en cause, je regrette que le conseil d'administration ne soit pas plus visible», admet Manfred Bühler (UDC/BE). Le fiasco des rames Bombardier, les défis de CFF Cargo, les problèmes liés à l'entretien, la sécurité ou la ponctualité, «c'est toujours Andreas Meyer qui est au front».

Monika Ribar est aussi accusée de ne pas savoir s'imposer. «Pour un directeur, comme Andreas Meyer, c'est une qualité d'être fort, mais pour que ça fonctionne, il faut qu'il y ait en face quelqu'un qui fasse contrepoids», réagit Roger Nordmann (PS/VD). C'était le cas du temps d'Ulrich Gygi. Depuis son remplacement par Monika Ribar, le conseil d'administration est devenu faible. «On l'attaque enfin sur son manque de vision pour les CFF. «Elle n'a pas la culture du service public», lâche le président du groupe socialiste.

Les critiques dépassent les clivages partisans. «Quand j'entends Andreas Meyer parler de choses qui relèvent du conseil d'administration, je trouve ça inapproprié, confirme le sénateur Olivier Français (PLR/VD). Dans les grandes entreprises, c'est essentiel que le conseil d'administration assume ses responsabilités, et que son président ait une personnalité qui s'im-



Monika Ribar, la présidente du conseil d'administration des CFF, est attendue de pied ferme sur la nomination du nouveau directeur. Gaetan Bally/Keystone

pose. Si on prend Urs Schwaller, voilà quelqu'un qui est capable de parler de stratégie. Je ne peux pas préjuger de comment Monika Ribar se comporte au sein du conseil d'administration, mais vis-à-vis du politique, elle manque de pugnacité.»



«Monika Ribar n'a pas la culture du service public»

Roger Nordmann (VD), président du groupe PS aux Chambres fédérales

La comparaison avec le président de La Poste revient régulièrement, lui qui a incarné les mesures fortes prises après le scandale Carpostal. «Urs Schwaller est un politicien dans l'âme, reconnaît Hugues Hiltbold (PLR/GE). Il sait comment ça fonctionne et comment réagir. Monika Ribar a parfois manqué de clairvoyance ou de réflexe, mais les situations ne sont pas les mêmes. Carpostal, c'était du pénal.» Et de relever qu'avec un directeur très présent, le conseil d'administration est logique-

ment en retrait. De son côté, le Genevois n'a rien à reprocher à Monika Ribar.

La Saint-Galloise garde encore des soutiens. «Elle reste la bonne personne pour le poste, estime Martin Candinas (PDC/GR). Elle connaît ses dossiers, s'intéresse à l'entreprise et prend les décisions qui s'imposent.» Selon lui, «on cherche des problèmes aux CFF et à leurs dirigeants», et on oublie les points positifs, notamment que «l'entreprise reste l'une des meilleures en comparaison internationale».

Comment réagit la principale intéressée aux critiques? Par le biais du service de presse des CFF. «La mission du conseil d'administration est la gestion stratégique de l'entreprise, ce qui inclut la supervision et le contrôle de la direction. Et il s'acquitte de cette tâche avec professionnalisme.» Selon les CFF, Monika Ribar entretient des relations «étroites, bonnes et régulières» avec la direction. «Il y a un échange de vues approfondi sur les différents thèmes, et c'est le conseil d'administration qui décide des orientations stratégiques.»

Pour les CFF, il n'y a pas non plus de problème de visibilité. «Monika Ribar s'exprime ponctuellement sur des questions d'actualité, notamment lors de la conférence de presse annuelle sur le bilan des CFF, ou plus récemment lors de l'annonce du départ d'Andreas Meyer. De plus, elle assiste aux commissions des transports une fois par an. Elle s'y exprime sur les sujets concernant les CFF.»

Nommer le nouveau directeur

Fragilisée par les attaques, Monika Ribar est attendue de pied ferme sur la nomination du nouveau directeur des CFF. Le choix sera scruté de près, tant par les politiques que les syndicats. «J'ai eu l'occasion de parler avec le conseil d'administration de la vision stratégique de l'entreprise, explique Giorgio Tuti, président du SEV (Syndicat du personnel des transports). J'ai demandé que les CFF se recentrent sur leur activité principale de service public avec de bonnes prestations, un haut niveau de sécurité, des prix abordables et de bonnes conditions de travail. Le nouveau directeur devra être une personne qui incarne cela et qui rassemble toute l'entreprise derrière ce projet.» Monika Ribar a-t-elle entendu ces revendications. «Elle les connaît, répond Giorgio Tuti. Et c'est dans l'intérêt du conseil d'administration de nous entendre.»

Une femme et trois Romands pour le poste

Monika Ribar l'a dit mercredi, elle verrait bien une femme remplacer Andreas Meyer à la direction des CFF. Mais la perle rare existe-t-elle?

Au jeu des petits noms qui circulent, il y en a en tout cas un qui revient avec insistance, c'est celui d'Anna-Barbara Remund. Cette Bernoise de 54 ans est l'actuelle sous-directrice de l'Office fédéral des transports (OFT), où elle gère depuis 2016 la division infrastructure. Experte chevronnée des transports publics, cette ingénieure dispose d'un excellent réseau pour avoir travaillé tant pour les CFF que le BLS. Reste à voir si le conseil d'administration sera d'accord de nommer un cadre de l'administration.

Après des décennies de mainmise alémanique, le temps pourrait aussi être venu pour un Romand. Trois auraient un profil intéressant pour le poste. Il y a tout

d'abord le Vaudois **Bernard Guillemon**, 53 ans, patron de la compagnie ferroviaire BLS depuis 2008. Parfaitement bilingue, ce dernier a souvent été présenté comme le meilleur ennemi d'Andreas Meyer dans le conflit qui a opposé les deux hommes dans le partage des concessions pour les grandes lignes.

L'atout «numérique» de **Jacques Boschung** pourrait aussi en faire un papable. Le Fribourgeois de 51 ans a travaillé plus de vingt ans pour de grandes entreprises informatiques américaines. Il a rejoint en début d'année la direction des CFF en qualité de responsable Infrastructure. Il est d'ailleurs l'unique Romand.

Dernier nom à retenir de ce côté-ci de la Sarine: **Vincent Ducrot**. À 56 ans, le patron des Transports publics fribourgeois est aussi passé par la case CFF en tant que directeur du secteur grandes lignes.